

## Le Burundi se défend d'être le « mauvais élève » de la Communauté est-africaine

PANA, 14 avril 2017 Bujumbura, Burundi - La ministre burundaise des Affaires de la Communauté d'Afrique de l'Est/East african Community (Cae/Eac), Mme Léontine Nzeyimana (photo), a expliqué, vendredi, sur les ondes de la radio publique, que les arriérés de contribution du Burundi au budget de fonctionnement de cet ensemble régional de libre échange, étaient beaucoup plus liés au décalage des exercices financiers avec les six autres pays membres qu'à une quelconque mauvaise volonté.

Les autres Etats membres de la Communauté (majoritairement anglophones) votent généralement les budgets nationaux, en juillet, alors que le Burundi (d'obédience francophone) le fait à la fin de l'année, a-t-elle défendu. Les membres fondateurs sont la Tanzanie, l'Ouganda et le Kenya, en 2000, tandis que le Burundi et le Rwanda n'ont adhéré que sept ans plus tard, avant d'être rejoints par le Sud Soudan, fraîchement indépendant, en 2014. S'agissant des contributions au budget de la Communauté, la ministre s'est encore consolée du fait que seul le Kenya est pour le moment en ordre, sans toutefois plus de précisions sur les modalités de règlement des arriérés dus par son pays. Le règlement de la Communauté prévoit que chaque Etat membre s'acquitte annuellement d'une contribution budgétaire part égale, de huit millions de dollars américains. Pour l'exercice 2016-2017, l'Eac est dotée d'un budget de 101.374.589 dollars marocains, contre 110.660.098 de dollars, l'exercice précédent. La diminution du budget a été expliquée par les contributions en baisse des partenaires extérieurs à la Communauté, principalement l'Union européenne (Ue). Cet ensemble régional de 140 millions de consommateurs potentiels ambitionne de réaliser une « fédération politique » à l'horizon 2024, en passant par des étapes intermédiaires, dont l'union douanière, l'union monétaire et le marché commun d'Afrique de l'Est. Au niveau politique, la Communauté d'Afrique de l'Est est déjà le cadre des efforts de la sous-région visant à régler pacifiquement la crise multiforme au Burundi, partie, en avril 2015, d'un conflit électoral mal résolu entre le pouvoir et l'opposition. La crise explique, en grande partie, les difficultés financières globales dans lesquelles se trouve le Burundi, de l'avis des analystes indépendants à Bujumbura.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});